

L'emploi dans les Quartiers Prioritaires de la Ville La Cité de l'emploi de Belfort : quel héritage pour les années à venir ?



Entretien avec Virginie LIDOLINÉ, déléguée du préfet sur le Territoire de Belfort (90)

Parlez-nous de votre dynamique de coopération territoriale

Une première phase d'expérimentation de la Cité de l'emploi avait couvert la période 2020-2022 avec un certain nombre de cohortes (accompagnement des jeunes décrocheurs, des jeunes diplômés et des familles monoparentales) mises en place par le précédent délégué du préfet. À ma prise de poste, le préfet m'a demandé de recueillir les besoins de l'ensemble des acteurs partenaires de l'emploi pour poser les bases d'une nouvelle phase de la Cité de l'emploi.

Un constat est apparu : les structures se connaissaient insuffisamment et travaillaient peu ensemble, et elles étaient également insuffisamment connues par les acteurs de terrain au contact des publics QPV.

Par exemple à cette époque, la Mission Locale souhaitait être mieux identifiée par les animateurs de terrain, éducateurs en lien avec les jeunes et susceptibles de les orienter.

Nous avons alors rapidement formalisé un double objectif à la poursuite de la Cité de l'emploi :

- faire davantage travailler ensemble ces partenaires de l'emploi ;
- outiller les acteurs de terrains sur les missions des partenaires de l'emploi.

Un premier temps d'interconnaissance ciblé sur les jeunes a réuni 80 personnes, avec des partenaires dédiés comme la Mission Locale, l'EPIDE, la mission de lutte contre le décrochage scolaire de l'Éducation nationale, l'École de la deuxième chance E2C, la promo 16-18 et Uniscité.

Ceci a permis d'installer un premier groupe de travail qui a perduré, de nouvelles thématiques émergeaient du terrain de réunion en réunion et cette dynamique a bien fonctionné. Par ailleurs, nous avons conçu l'articulation des temps et travaillé avec ces structures pour mettre en valeur leur complémentarité et ainsi minimiser l'enjeu concurrentiel. Ce fut un beau premier challenge.

Un deuxième temps a ensuite eu lieu sur la levée des freins à l'insertion : mobilité, garde d'enfants, numérique, accès à la santé, à l'hébergement, à la langue. Le but était de faire du lien entre des structures locales qui agissent sur les freins repérés, et les partenaires de l'emploi, notamment pour développer des automatismes de contacts entre eux.

Puis d'autres temps ont ponctué les deux années suivantes : la thématique des addictions, l'accès aux droits juridiques, les mécanismes de la motivation... Ces sujets, qui peuvent paraître de prime abord plus éloignés des questions d'emploi pures, ont permis d'associer de nouveaux acteurs, et répondait à un besoin énoncé des partenaires de l'emploi.

En novembre dernier, un temps pour mettre en valeur les coopérations entre structures avec une entrée par « bénéficiaires » a été réalisé afin de montrer la cohérence des parcours jusqu'à l'insertion professionnelle. Plusieurs acteurs belfortains se sont mobilisés et ont participé à la construction de la journée : E2C, EPIDE, Mission Locale, Uniscité et France Travail et le Conseil Départemental. L'après-midi, dédié aux entreprises, a été très apprécié car sur un temps très court, ces dernières ont découvert les partenaires précités ainsi que différents parcours de bénéficiaires accompagnés par ces acteurs.

C'était la dernière séquence sous le format de Cité de l'emploi.

Conformément à la loi plein emploi, Le Comité Départemental de l'Emploi prend dorénavant le relais notamment dans le partage d'informations et de l'actualité des partenaires. Cela modifie le cadre du travail en réseau.



Quel est votre retour d'expérience sur cette coopération ?

On a vraiment travaillé sur de l'interconnaissance de manière régulière, ce qui se faisait peu à Belfort auparavant. La méthode d'animation de Trajectoire Ressources (en appui dès la phase de construction des séquences) a été importante, ce n'étaient pas des informations descendantes mais plutôt un modèle collaboratif : des ateliers dynamiques, des méthodes d'animations différentes. Les moments informels autour du repas ont également été une opportunité pour nouer de nouvelles relations.

Le travail a été engagé avec les acteurs de l'emploi et les acteurs sociaux en lien également avec les bénéficiaires. Les liens créés ont cassé certains préjugés, levé des freins et permis de développer des partenariats. Une dynamique s'est mise en place autour de l'emploi et a été bénéfique pour les habitants du territoire.

Ces temps de la Cité de l'emploi nous ont inspiré pour en faire d'autres sur la culture (cité de la culture), le contrat de ville... On a revu nos méthodes de faire, de penser, de suivre les sujets en politique de la ville.

Quels sont pour vous les ingrédients, les leviers, favorisant ce travail de coopérations ?



Le sentiment de concurrence, précédemment évoqué, a vite évolué grâce aux interlocuteurs présents : ça semble tout simple, mais ce sont aussi les personnes qui font la bonne coopération.

Ensuite, les sujets venaient des acteurs de terrain et de leurs besoins concrets, et pour moi c'est un facteur-clé pour que ça fonctionne.

Par ailleurs, la coopération avec la ville était très facilitante sur le côté logistique, communication, regards partagés... C'est un vrai plus.

Enfin, la méthode proposée par Trajectoire Ressources, dans la manière de faire et de nouer des liens, a permis que les participants soient mis en valeur dans leurs

présentations. Les seuls propos descendants étaient des apports théoriques qui amenaient à questionner et recentrer sur des questionnements pratiques. Cette méthode était bien adaptée pour ce projet.

A l'inverse, quels sont les freins ? Qu'est ce qui a été compliqué dans votre retour d'expérience ? Qu'avez-vous fait pour y faire face ?

Nous avons d'abord fait face à un sentiment de concurrence entre structures, qui a rapidement été levé à la suite des premiers temps organisés.

Par ailleurs, il a fallu aller au contact de certains partenaires et les convaincre de l'utilité et l'intérêt de la démarche que l'on mettait en place. Leur présence était indispensable mais n'allait pas de soi, nous devions donc les mobiliser, c'était vraiment une condition de réussite pour nous. Nous sommes même allés en chercher certains avec un courrier du préfet pour donner plus de poids à la démarche !





Un grand merci à Virginie LIDOINE, qui s'est prêtée au jeu de cette interview. Retenons différents points essentiels de son propos et qui font écho à ce que nous observons quotidiennement de notre place de centre de ressources :

- Les coopérations s'ancrent dans des relations de confiance qui se tissent au fil des années : relations inter-institutionnelles, inter-structurelles et inter-personnelles. Il y a là un véritable enjeu à créer les conditions de cette installation sur un temps long dans le contexte de la politique de la ville en mouvance permanente.
- Construire à partir des besoins du terrain tout en offrant des possibilités d'ouverture : il est incontournable de prendre en compte l'expertise des acteurs « du dernier mètre », mais également de leur permettre de sortir de leur zone de connaissance pour ouvrir de nouvelles perspectives et pistes d'actions intéressantes.

